

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21064 - 78ÈME ANNÉE

**Du 10 au 15 octobre : Semaine de la Fraternité et des Solidarités**

## **Saint-Denis : l'accès aux droits pour lutter contre la pauvreté**



Axel Naillet, Directeur de l'Adrie, Laurent Blériot Président de la CGSS Réunion, Ericka Bareigts Maire de Saint-Denis et Présidente du CCAS de Saint-Denis, David Belda Conseiller municipal et Vice-Président du CCAS de Saint-Denis, Julie Pontalba 4ème Adjointe à la ville de Saint-Denis, Arnaud Huguet, élu municipal et militant associatif engagé.

Cette année à Saint-Denis, la Semaine de la Fraternité et des Solidarités sera placée sous le signe de l'accès aux droits. Cette initiative part d'un constat : plus une personne est pauvre, moins elle va utiliser les droits auxquels elle peut prétendre. Pour cela, du 10 au 15 octobre, un Village d'accès aux droits va se déplacer dans plusieurs quartiers de Saint-Denis. Les partenaires de cette action sont le CCAS de Saint-Denis, la CGSS, la CINOR, l'ADRIE, la Caisse d'allocations familiales, ainsi

que les associations œuvrant dans chaque quartier. Ce regroupement des acteurs dans un lieu unique vise à informer tous les Dionysiens sur les prestations auxquelles ils peuvent prétendre et de les encourager à y accéder. L'accès au droit est utilisé comme moyen de lutte contre la pauvreté.

Du 10 au 15 octobre prochains, la commune de Saint-Denis célébrera la Semaine de la Fraternité et des So-

lidarités. « Le thème de cette année est l'accès aux droits car très souvent des situations de grande pauvreté naissent d'un manque de connaissance de ses droits. Le manque d'accès aux droits est un fléau qu'il faut combattre de toutes les manières possibles, et cette Semaine de la Fraternité et des Solidarités est un moyen », indique Julie Pontalba, adjointe au maire déléguée à l'accès aux droits et à l'économie solidaire. Durant toute une semaine, le Village d'accès aux droits va se déplacer dans plusieurs quartiers de Saint-Denis. Les partenaires de cette action sont le CCAS de Saint-Denis présidé par la maire Ericka Bareigts, la CGSS, la CINOR, l'ADRIE, la Caisse d'allocations familiales, ainsi que les associations œuvrant dans chaque quartier.

Ericka Bareigts indique que grâce à un bus regroupant tous les partenaires, ce seront des bureaux mobiles qui seront accessibles au même endroit. Cela facilitera l'accès aux droits des personnes concernées qui, sur un même lieu, pourront entrer en contact avec les différentes administrations : CCAS, CAF, Département, CGSS... c'est un pas fait vers l'objectif d'un guichet unique regroupant toutes ces institutions afin de simplifier l'accès aux droits. Ce dernier est en effet compliqué par la multiplicité des acteurs, ce qui oblige à chaque fois à se déplacer dans des lieux différents. Ceci est une des raisons qui expliquent pourquoi autant de personnes à La Réunion renoncent à faire valoir leurs droits. A Saint-Denis, 50 à 60 % des personnes concernées n'ont pas accès aux droits, a-t-elle poursuivi, soulignant que « plus on est exclu, moins on va vers le droit ».

### **Dire aux plus vulnérables : « nous sommes là pour vous »**

« La fraternité c'est le contraire de l'exclusion, or, certains sont encore exclus. Notre volonté est d'aider les personnes les plus vulnérables afin qu'elles trouvent leur place et leur rôle dans cette ville », ajoute Julie Pontalba, « pour nous le but de cette semaine est de montrer tout ce qui est fait, tout ce qui est proposé par nos directions en faveur des citoyens notamment les plus fragiles ». Elle précise que « nous allons apporter les informations au plus près de la population. Car ce sont souvent les personnes qui en ont le plus besoin qui ne viennent pas, qui n'osent pas ».

Plusieurs événements sont prévus : une rencontre intergénérationnelle à Sainte-Clotilde, une action au restaurant solidaire à la Montagne, au centre LGTB de La Source puis à l'Aire de jeux inclusive à la Bretagne, une vente solidaire dans le Bas de la Rivière Saint-Denis. Le temps fort aura lieu vendredi 14 octobre, Place Paul Vergès, « un lieu symbolique et très fréquenté qui permettra de toucher beaucoup de

monde et surtout un lieu autour duquel gravitent de nombreux sans domicile fixe. C'est un moyen d'aller vers eux ». Tous les partenaires du Village d'accès aux droits seront rassemblés.

Et Julie Pontalba de conclure : « pour nous cette Semaine de la Fraternité et des Solidarités est une manière de dire aux personnes, notamment les plus vulnérables, « nous sommes là pour vous », « nous venons vers vous, alors n'hésitez pas à venir vers nous, à nous solliciter en cas de besoin, nous sommes là pour ça ! ».

### **« Préserver notre modèle de fraternité »**

David Belda, vice président du CCAS de Saint-Denis, a indiqué qu'il faut s'adapter à un nouveau contexte, pour « appréhender l'aide sociale d'une autre manière ». Lieu de la conférence de presse, Lespas la Source est une illustration de ce changement. L'élu a rendu également hommage aux travailleurs sociaux de la Mairie, ainsi qu'aux associations. Cette semaine sera l'occasion de mettre en lumière des actions nouvelles, avec comme objectif d'« accompagner les gens au plus juste ».

Laurent Blériot, président de la Caisse générale de Sécurité sociale de La Réunion a tout d'abord rappelé que la Sécurité sociale est un héritage du Conseil national de la résistance, qui a voulu un système de protection sociale accessible à tous. La CGSS est financée par les cotisations, pas par les impôts ni des subventions. 2,5 milliards d'euros collectés tous les ans à La Réunion. Cela ne suffit pas car 4 milliards distribués chaque année aux Réunionnais par la Sécurité sociale. La péréquation permet de garantir aux Réunionnais une protection sociale adaptée à la situation. C'est par exemple la mise en œuvre du tiers payant. Laurent Blériot a également mis l'accent sur les conséquences du vieillissement de la population. En 2050, La Réunion comptera 250.000 habitants de plus de 60 ans. Il est important de préparer cette échéance pour « préserver notre modèle de fraternité avec l'aîné dans la famille » et pas dans un EHPAD en périphérie de la ville.

La Semaine de la Fraternité et des Solidarités permet de rapprocher les institutions. Un partenariat de la CGSS avec le CCAS de Saint-Denis permet d'amplifier l'accès aux droits et aux soins.

Axel Naillet directeur de l'ADRIE est ensuite intervenu. Les ressourceries sont le cœur de l'action de sa structure. Mais se développe également l'inclusion numérique, par le biais de formations pour rendre accessible l'utilisation de l'internet. Il a également évoqué un chantier d'insertion qui reconditionne du matériel informatique. Ce matériel est ensuite distribué aux familles qui n'ont pas les moyens de s'équiper. Avec le bus France services se met en place

l'hyper proximité, pour aller vers les usagers. L'objectif est de lutter contre les différentes formes d'exclusion et la fracture numérique.

### « 17000 familles sont suivies, nous pouvons faire plus »

Maire de Saint-Denis et présidente du CCAS, Ericka Bareigts a tout d'abord salué la présence à ses côtés d'Arnaud Huguet, élu du conseil municipal porteur de handicap, ainsi que le travail de Julie Pontalba qui coordonne la lutte contre la grande pauvreté.

L'accès aux droits est un long travail car il oblige à dépasser ses compétences, dit en substance la maire de la capitale. Elle rappela que l'hyperproximité est un engagement pris lors de la campagne électorale.

« Diminuer le non accès aux droits est un moyen de lutter contre la pauvreté », a souligné Ericka Bareigts. « Le CCAS, ce sont 15 millions d'euros par an, 330 salariés. Il y a des moyens, de l'argent, comment expliquer qu'il y ait encore des gens qui n'accèdent pas au droit », a-t-elle affirmé, « 17000 familles sont suivies, nous pouvons faire plus ».

Parmi les actions évoquées, l'accès à la nourriture. L'an dernier, ce furent 10.000 colis et chèques alimentaires distribués, ce chiffre sera en augmentation. Une autre action est la création de restaurants solidaire, comme celui qui sera implanté dans Lespas La Source. « Ce qui n'est pas consommé dans les écoles est redistribué sous forme de repas ». Ces repas sont pris sur place, ce qui permet d'ouvrir le dialogue avec les personnes concernées afin de les accompagner. Une première structure de ce type existe déjà à la Montagne, 4 autres restaurants solidaires vont être créés.

### Agir contre la pauvreté

Ericka Bareigts a également indiqué que 400 sans abris sont dénombrés à Saint-Denis. 70 % sont Dionysiens et 30 % viennent d'ailleurs. Or, il n'existe dans la capitale que 23 places d'accueil de nuit « que nous payons en partie et sur lesquelles nous n'avons pas la main ». Avec les 8 de Saint-Pierre, c'est un total de

31 places pour La Réunion, ce qui est nettement insuffisant. La balle est dans le camp de l'État pour débloquer plus de fonds afin de construire des places d'accueil pour tous ces sans-abri. Pour ces personnes, la commune fait de la domiciliation, ce qui leur permet de recevoir leur courrier.

« 34 % des habitants de Saint-Denis sous le seuil de pauvreté. Il faut agir ». Saint-Denis compte également 44 % de familles monoparentales, dont beaucoup vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans le domaine de la fraternité et de la solidarité, Saint-Denis consacre 26 millions d'euros par an pour rendre tous ces espaces accueillant du public accessibles aux personnes handicapées.

L'Aire de jeux inclusive de La Bretagne qui sera inaugurée lundi œuvre également dans ce but. Elle est totalement adaptée aux enfants porteurs de handicap. Ceci permettra de développer la fraternité dès le plus jeune âge.

Lundi débutera également un chantier d'auto-réhabilitation accompagnée à Saint-Bernard, où se sont les occupants des logements qui exécuteront eux-mêmes les travaux.

Ericka Bareigts a également donné un coup de projecteur sur l'action de Tifripri solidaire. Cette association se charge de collecter des vêtements d'occasion pour ensuite le revendre à un prix très abordable. Elle organisera samedi à l'hôtel de ville un défilé de mode avec des vêtements de seconde main, et les mannequins seront des personnes en situation de pauvreté.

Enfin, la maire de Saint-Denis a donné quelques éléments sur la Semaine bleue. Là aussi, il sera question d'accès aux droits pour faciliter le recours au minimum vieillesse de la part des personnes qui doivent survivre avec des pensions très inférieures au seuil de pauvreté. 80 jeunes en service civique seront embauchés pour aller à la rencontre des personnes âgées pour qu'elles puissent utiliser ce droit. Le président de la CGSS a indiqué à ce sujet que le plafond de récupération a été relevé à 100 000 euros. Pour conclure, Ericka Bareigts a précisé que la perspective est d'ancrer des partenariats solides afin que tous les Dionysiens puissent avoir accès aux droits.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Deuxième journée du colloque « Université et transitions » sous le signe de l'internationalisation

# Débat sur la stratégie d'ouverture au monde de l'Université de La Réunion

Ce 5 octobre, la deuxième journée du colloque « Université et transitions » comportait hier matin une séquence sur l'internationalisation sous la forme d'une table ronde présidée par Anne-Françoise Zattara, vice-présidente de l'Université déléguée aux Relations internationales, avec les intervenants suivants : Patrick Hervé qui fut le premier vice-président aux Relations extérieures de l'Université, Jacques Comby, chargé de mission universités européennes auprès de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Jean-Pierre Chabriat, conseiller régional délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, Laurent Amar, conseiller diplomatique du préfet, et en visioconférence, Emmanuelle Garnier, présidente de la Commission relations internationales de France Universités. La table-ronde a mis en évidence plusieurs approches.

Anne-Françoise Zattara a tout d'abord souligné que La Réunion était partie prenante dans ce processus d'internationalisation, avec 15 projets de double diplôme avec des établissements de l'océan Indien. Derrière cette internationalisation, c'est une stratégie d'influence, a-t-elle dit en substance. Dans notre région, les différents protagonistes sont notamment les universités des États-Unis, de Chine et d'Inde. C'est aussi une guerre des talents avec des politiques de bourses. Anne-Françoise Zattara a notamment évoqué la Turquie, qui propose 4000 à 5000 bourses de la Turquie.

Elle a rappelé que fin 2021, la France s'est donnée une feuille de route 2030. Il s'agit de préparer des mesures pour protéger le potentiel scientifique et de recherche.

### Soutien de la Région pour l'accueil des étudiants internationaux

Après cette introduction, a rappelé comment l'Université de La Réunion a intégré cette dimension internationale. A la fin des années 1980, elle comptait 4000 étudiants, dont 30 à 40 étudiants de notre région sans structure spécifique pour l'international. Son intérêt s'est manifesté lors de l'envoi par la France de 20 étudiants internationaux d'un coup. Ceci a amené à la création d'un service de Relations ex-

terieures. Grâce aux fonds européens et la Région fut ensuite bâtie la Cité internationale. Avec le développement d'Erasmus arrivèrent alors des étudiants anglais, allemands, et espagnols. Patrick Hervé fut vice-président aux Relations internationales jusqu'en 1992, lorsqu'il devint président de l'Université de La Réunion.

### Importance d'une communauté de destin avec nos voisins

Second intervenant, Jean-Pierre Chabriat, reprenant des propos de Jean-Claude de Lestrac, a souligné l'importance de former une communauté de destin, de se rencontrer pour mieux se connaître afin de coopérer efficacement. Il a ensuite fait part de son expérience. Il évoqua la création d'une coopération scientifique avec l'Université de Durban. Une telle initiative était le résultat d'une autre coopération, entre deux villes portuaires : Durban en Afrique du Sud et Le Port à La Réunion. D'où, selon lui, l'importance de « capitaliser toutes nos expériences réussies ».

### Former les étudiants réunionnais à la géopolitique de notre région

Jean-Pierre Chabriat a également insisté sur le fait que la grande majorité des étudiants en Master travailleront ensuite dans le privé. Se pose alors la question d'un déficit de formation en matière de connaissance de l'environnement régional de La Réunion. Pour y remédier, Jean-Pierre Chabriat propose que tous les étudiants en master de l'Université de La Réunion suivent un module de 100 heures de formation à la géopolitique internationale régionale. Ceci permettra de connaître quels sont les principaux enjeux qui concernent notre région, notamment le changement climatique, tout en donnant la possibilité de mieux se familiariser avec le fonctionnement des sociétés de nos voisins, au travers de l'anthropologie. « Il faut oser et faire que nos étudiants deviennent des ambassadeurs », a-t-il souligné, « ainsi nous pourrions promouvoir la Nouvelle économie ».

France Universités : contribuer au « soft power » français

Le second groupe d'intervenants composé d'Emmanuelle Garnier, de Jacques Comby et de Laurent Amar a davantage insisté sur le rôle des Universités dans l'action politique de la France sur le plan international.

La présidente de la Commission relations internationales France Universités a indiqué qu'une stratégie internationale doit contribuer au « soft power » français par la diplomatie universitaire. Elle a ensuite fait part de propositions de France Universités. Ainsi, ces établissements d'enseignement supérieur doivent être attentifs à la manière dont ils envisagent leur action au regard des priorités stratégiques de la France. Un autre objectif est de faire de la France le premier pays européen d'accueil des étudiants internationaux. Il s'agit fondamentalement de renforcer l'attractivité de la France.

Jacques Comby, chargé de mission universités européennes auprès de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a évoqué la création d'Universités européennes. Elles seront 60 dans deux ans. Il s'agit d'amener des Universités à travailler en réseau avec leurs homologues situées dans différentes régions de l'UE. A terme, 10 % des Universités auront le label « Université européenne ». L'objectif est d'alléger les règles pour aboutir à des diplômés européens.

« L'intérêt ce sont les financements », a souligné le représentant de la ministre, « la France donnera à peu près la même chose que l'Europe ». Les Universités qui n'auront pas ce label seront encouragées à travailler dans un consortium. Le ministère est prêt à accompagner une candidature de l'Université de La Réunion à une alliance européenne, une candidature attendue en Europe.

### « Buts de guerre » de l'État

Laurent Amar, conseiller diplomatique du préfet, a tout d'abord déclaré : « il ne s'agit pas d'instrumentaliser les universités mais de reconnaître qu'elles font partie de notre diplomatie ». Il a insisté sur l'importance de « la Feuille de route de l'influence, un pilier de l'action internationale des États ». Selon lui, une bataille se joue avec « des buts de guerre ». Il a rappelé la création de 550 Centres Confucius dont un à La Réunion, ainsi que les 5000 bourses de la Turquie dont 20 % destinées à des étudiants subsahariens.

Il a rappelé que la France a le « 2e espace maritime au monde », et que La Réunion se situe « au cœur de deux priorités : l'Afrique et l'Indo-pacifique ». Concernant l'Afrique, il importe de changer le regard de l'Afrique sur la France et réciproquement. D'où une multiplication des bourses, des mobilités croisées,

ainsi que le renforcement des capacités avec des campus franco-africains dont un se situe à Maurice. Concernant l'Indo-Pacifique, d'importants efforts sont à faire. 51000 étudiants d'Asie-Océanie fréquentent les Universités en France, ce qui est peu eu égard à leur nombre important ailleurs dans le monde.

Invité à s'exprimer, Frédéric Miranville, président de l'Université de La Réunion, a dit sa satisfaction d'apprendre qu'une candidature de son établissement au label Université européenne bénéficiera d'un soutien. Il a également fait part de la candidature de l'Université de La Réunion à la création d'un campus franco-indien et a insisté sur l'importance d'aller vers un modèle co-construit.

### Attention à la sémantique

En conclusion de ces interventions, Jean-Pierre Chabriat fit une remarque concernant la sémantique. Il a mis en garde au sujet de l'usage de termes tels que « bataille », « buts de guerre » pour définir une stratégie d'internationalisation. Ces termes ne sont pas en phase avec l'état d'esprit des étudiants d'aujourd'hui, a-t-il dit.

Citant Guy Pignolet, il a aussi rappelé l'exemple du spatial, lieu de coopération par excellence, avec comme exemple d'actualité le départ d'une cosmonaute russe dans un vaisseau américain pour rejoindre la Station spatiale internationale. Cet événement a lieu alors qu'une crise politique oppose les dirigeants des États-Unis et de la Russie au sujet de l'Ukraine.

Anne-Françoise Zattara a indiqué que ces termes ne sont pas employés auprès des étudiants, mais qu'ils sont informés de l'existence de stratégies d'influence.

Cette table-ronde s'est conclue par le renouvellement d'une convention de partenariat de l'Université de La Réunion avec l'Université des Mascareignes à Maurice. Depuis une vingtaine d'années, les deux établissements ont de nombreuses collaborations notamment dans les domaines du génie civil et de l'ingénierie avec des formations communes et des Masters en codiplomation.

**M.M.**

# Oté

## Rédukssyonist épi anti dann la bataye kiltirèl

### **Pou donn in roll lo kréol rényoné, in rol rédui pou in pé, sansa in rol élarji pou d'ote**

Mézami, mi yèmré poz azot in késtyon. Dizon avèk zot madam sansa avèk zot méssyé, zot néna zanfan. Mi yèmré konète si zot lé paré pou fé zot méyèr possib, fé sak néna d'myé pou zot zanfan... mé mwin lé sir zot va dir amwin zot i vé lo méyèr possib pou zot prozénitir réissi dan la vi... pou li mèm, é pou zot, pou la famiye é dsu lo poinnvizé-la, mi trouv néna poin arien pou aprosh azot. Zot néna bien rézon.

Astèr mi rovien dsu lo problèm la lang kréol La Rényon... Zot i koné sa in lang lo pèp rényoné la fé zénération apré zénération é nou la trouv sa kan nou l'ariv dsu la tèr. Donk mi diré noute lang kréol la Rényon, sa noute papa, sa noute momon, sa nout zanfan é konm mi sorte ékri an-o la, ni vé lo myé pou li. Mi panss dsu in lopinyon konmsa, pèrone néna poin arien pou roprosh azot si sé konmsa ké zot i oi la rolasyon bande rényoné avèk la lang kréol rényoné.

Mi panss ni pé ankor azoute in n'afèr é ala lo nafèr : kèl plass zot i rèv done lo kréol rényoné, lo méyèr plass possib mé kèl plass oziss é dann kèl séktèr... Donk mi domande amwin si zot lé pou in rédukssyon léspass noute lang dann la vi noute pèp donk an anployan in lékspréssyon in pé barbar si zot lé rédukssyonist osinonsa si zot na in pozissyon kontrèr donk si zot lé pou élarji lo rol noute lang kréol rényonèz donk si zot néna in poinnvizé élarjist.

In pozissyon rédukssyonist ? Kréol rényoné sé pou in kozman lakaz, in rolasyon intimist, in rol folklorik, in rolasyon dann la famiye. Etan rédukssyonist d'aprè mwin wi rofiz done nout lang in rol pli inportan dann la vi nout pèp rényoné pars i done ali in plass rédui... In pozissyon élarjist donk antirédukssyonist ? Avèk in lokipasyon lo shan sossyal, lo shan kiltirèl, la kréassion litèrèr, la rantré dann lékol, linformassion é an alan ankor pli loin inn plass dann roshèrch, la kominikassion, la kréassyon.

Astèr alon évite parl santiman. Pou koué ? Pars in rédukssyonist konm in anti-rédukssyonist, inn é l'ot, va touzour di zot i yèm zot kréol é sa lé sirman vré mé pou inn sé in lamour avèk trépé lanbissyon, é pou l'ote sé in lamour avèk bonpé lanbissyon. Antouléka mwin mi oi sa konmsa, mwin k'i apartien in zénération la partissip la grande bataye kiltirèl nou la koni dé zané é dé zané. Mé k'i kontinyé zordi ankor mèm pliss an missoukante.

A bon ékoutèr, salu.

*Justin*